



Pôle de Renaissance Communiste en France

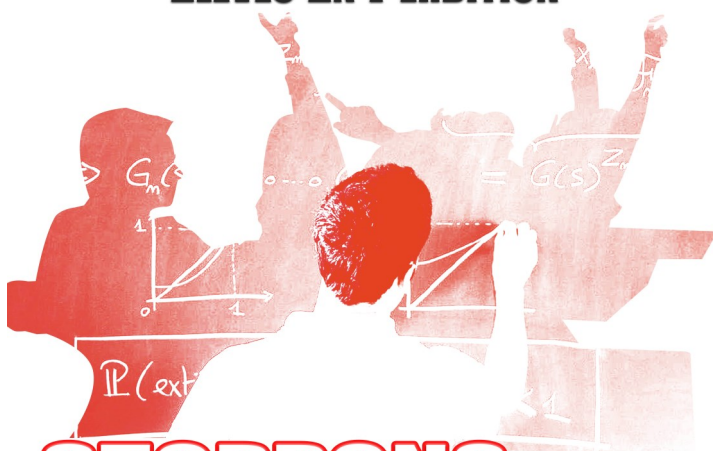
**Pour un Bac national, socle des qualifications dans le public comme dans le privé
Combattons le Capitalisme de la singularisation absolue !**

Pourquoi le Bac national est-il ciblé par le gouvernement Macron ?

C'est que **le baccalauréat français est une exception positive en son principe : c'est un examen national anonyme qui, comme premier grade universitaire, donne directement accès à l'Université.**

Ce n'est pas le cas dans nombre de pays européens où un tri rigoureux à base d'hyper-sélection sociale et financière barre l'entrée du Supérieur à la majorité des ex-lycéens, dont beaucoup sont précocement envoyés vers la vie active, l'apprentissage sous domination patronale ou... le chômage.

**PERSONNELS EN DÉPRESSION
ELÈVES EN PERDITION**



**STOPPONS
la destruction
DE L'ÉDUCATION**

- . Augmentation du salaire des personnels.
- . Concours de recrutement et formation des enseignants renforcés.
- . Plafonnement des effectifs des classes.

www.initiative-communiste.fr



La prochaine « réforme » du bac devrait s'adosser à celle du lycée. La contre-réforme Blanquer visera clairement à **transformer le bac en diplôme régional, voire local, totalement dévalué et distribué principalement sur contrôle continu établissement par établissement**, ce qui en ferait en réalité un diplôme sans valeur nationale, pour ne pas dire *stigmatisant* (car un tel « examen » vaudrait ce que vaut, dans les classements médiatiques, l'établissement concerné sur le « marché » éducatif).

Ce serait l'exacerbation d'une concurrence généralisée. Le PRCF invite les enseignants de l'Education Nationale, du Privé sous et hors Contrat, les étudiants, les apprentis, et tous les salariés à une mobilisation nationale qui commence par rejeter les Ordonnances (et dans leurs ombres, les lois Macron, Rebsamen et El Khomri), pour continuer par refuser cette réforme réactionnaire Baccalauréat/Lycée. Il s'agit de nous opposer à , :

- La **dénationalisation de l'enseignement secondaire public**, la **concurrence entre lycées publics** et plus encore, entre enseignement public et enseignement privé.
- La destruction du **statut national des professeurs** et des autres personnels de l'Education nationale, héritage du CNR (très précisément, du ministre d'Etat et ancien mineur Maurice Thorez, auquel on doit aussi le statut des personnels du sous-sol...).
- L'**abaissement dramatique des salaires des travailleurs du privé**. Car ce sont les salariés du privé, que cible la casse programmée du lycée, du bac national et de l'Université « à la française ».
- La **fin programmée de la laïcité scolaire**, chape de plomb idéologique tombant sur une école publique déjà largement en voie, hélas, de caporalisation par l'idéologie dominante quand ce n'est pas directement par le MEDEF. C'est que **diplôme national, statut national, Education nationale et laïcité scolaire forment un bloc institutionnel progressiste dont la cohérence clairement républicaine, laïque et nationale, doit être globalement défendue.**

(Suite page 2)



(Suite de la page 1)

Depuis le Front populaire (1936), qui imposa les premières conventions collectives de branche, et le gouvernement de la Libération issu de la Résistance, où le ministre communiste, ex-dirigeant de la fédération CGT de la Métallurgie Ambroise Croizat généralisa lesdites conventions, les contrats de travail du privé sont ancrés sur les diplômes et sur les qualifications garantis par l'Education nationale. **Les conventions collectives sont en effet adossées aux grades scolaires et universitaires**, CEP, CAP, brevet, bac, bac + 2, + 3, + 4, etc. et c'est à partir de cela que **le salaire, lié à la qualification nationalement certifiée, est censé échapper à l'arbitraire patronal direct, est nationalement cadré**, ce qui donne évidemment un avantage majeur aux travailleurs, comme tout ce qui dépasse le cadre de l'entreprise et du rapport des forces individuel entre patron et salarié.

Le lien à échelle nationale qualification/salaire, que complète le principe de la *cotisation sociale* fondateur de la Sécu et des retraites par répartition (elles aussi instituées par le communiste A. Croizat...) solidarise ainsi *objectivement* l'Education nationale, ses diplômes, les agents publics, notamment les enseignants, et par leur entremise, tous les agents publics, aux travailleurs du privé ; **la destruction du bac national et, dans la foulée, n'en doutons pas, des statuts nationaux, serait un coup terrible pour tous les travailleurs**. Ce n'est donc pas pour rien que **le MEDEF, la droite et le gouvernement ne cessent d'attaquer l'école, les diplômes, le bac, l'Université publique, les grandes écoles scientifiques et les classes préparatoires** (issues, dans leur principe, de la Révolution française) pour instituer un système néolibéral à l'anglo-saxonne de « compétences rechargeables tout au long de la vie ».

Derrière le thème alléchant de la « formation tout au long de la vie », du retour à l'apprentissage « dès 16 ans » (13 ans, disait la constitution européenne...), et de tous les projets néolibéraux que caresse Macron, on imagine la pression patronale permanente que les futurs salariés devront subir au détriment de leur santé, de leur vie privée, de leur aptitude à dire **Non aux patrons et de leurs obligations familiales** ... surtout à l'heure de l'« ubérisation » générale et de la pré-totalitaire « économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée » que prescrivent les traités supranationaux qui définissent la sacro-sainte « construction » UE!

Pour cela il faut oser **lier**, comme le PRCF est quasi seul à le faire systématiquement en France, **le drapeau rouge internationaliste du Travail au drapeau tricolore de la nation souveraine** (comme ce fut le cas lors du Front populaire et de la Résistance, notamment à l'initiative de Jacques Duclos et de Benoît Frachon) pour démasquer l'euro-destructeur en chef de la France, E. Macron, dénoncer le dialogue social *perdant* et ses vecteurs délétères, avec la C.F.D.T en tête, affronter l'U.E. et l'euro, refuser toutes les politiques (institutionnelles, territoriales, linguistiques...). Il s'agit de retrouver le chemin du **combat de classe contre le grand capital et contre son UE**, ennemi commun des services publics, du « produire en France » industriel et agricole, et de l'émancipation intellectuelle et sociale de notre jeunesse.

Tout ce qui se passe depuis plusieurs mois est lié. L'UE a exigé que dans les pays européens où elle n'avait pas encore pu imposer son harmonisation par le bas, des stratégies d'attaques des droits soient menées, adaptées aux contraintes nationales. Ce qu'ils ont fait en Grèce, qu'ils continuent d'imposer, ils l'exigent pour la France, mais en prenant plus de temps. Pour cela, ils allèguent les « bonnes intentions » dont ils pavent l'enfer capitaliste mondial pour nous faire croire qu'ils nous comprennent. Nous devons ouvrir les yeux sur leurs manœuvres et coordonner les efforts pour nous défendre efficacement et reconquérir ce qui a déjà été détruit.



Aidons le PRCF à reconstruire un Parti communiste de combat pour que, *contre le capitalisme destructeur*, notre peuple reprenne sa route vers la liberté, l'égalité et la fraternité.

Soutenez le PRCF et les JRCF, rejoignez leur combat révolutionnaire !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux